



FIDUCIAL
AUDIT

AGENCE D'ANNECY
17, rue de Rumilly
74000 ANNECY
Tél. 04 50 10 07 83
Fax 04 50 10 07 61

**COMITE DES ŒUVRES SOCIALES DES PERSONNELS
DU CONSEIL GENERAL**

13 bis, Boulevard du Fier
74000 ANNECY

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2013

SOCIETE FIDUCIAIRE NATIONALE DE REVISION COMPTABLE

Société Anonyme de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre - N° TVA CEE FR 39 334 301 488

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

Siège social : Paris La Défense - 41, rue du Capitaine Guynemer - 92925 La Défense Cedex - Site : www.fiducial.fr

**COMITE DES ŒUVRES SOCIALES DES PERSONNELS
DU CONSEIL GENERAL**

13 bis, Boulevard du Fier
74000 ANNECY

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux membres de l'association,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes annuels du **Comité des Œuvres sociales des Personnels du Conseil Général** tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de votre trésorière et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Annecy, le 4 juin 2014

Le commissaire aux comptes
Fidaudit



Fabrice MORIAUX
Associé



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2013 12			Exercice N-1 31/12/2012 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires						
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles	9 209	9 209				
	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques Matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	3 207	3 207				
	Immobilisations en cours						
Avances et acomptes							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)							
Participations mises en équivalence							
Autres participations							
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts	113 705		113 705	105 967	7 738	7.30	
Autres immobilisations financières	1 015		1 015	15	1 000	NS	
	TOTAL II	127 136	12 416	114 720	105 982	8 738	8.24
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN COURS						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises	5 239		5 239	7 361	2 122	28.83
	Avances et acomptes versés sur commandes	15 551		15 551	19 838	4 287	21.61
	CRÉANCES (3)						
	Clients et Comptes rattachés	88 714		88 714	300 325	211 611	70.46
	Autres créances	152 171		152 171	118 108	34 062	28.84
Capital souscrit - appelé, non versé							
Valeurs mobilières de placement							
Disponibilités	863 617		863 617	998 566	134 949	13.51	
Charges constatées d'avance (3)	40 966		40 966	19 371	21 595	111.48	
	TOTAL III	1 166 258		1 166 258	1 463 569	297 312	20.31
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecarts de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	1 293 394	12 416	1 280 977	1 569 551	288 574	18.39

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an



BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
		31/12/2013	12	31/12/2012	12	Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé :) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation						
	RESERVES						
	Réserve légale						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves						
	Report à nouveau	394 473		378 002		16 471	4.36
RESULTAT DE L'EXERCICE Bénéfice	15 000		16 471		1 471	8.93	
Subventions d'investissement Provisions réglementées							
	TOTAL I	409 473		394 473		15 000	3.80
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées						
	TOTAL II						
PROVISIONS	Provisions pour risques Provisions pour charges						
	TOTAL III						
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES						
	Emprunts obligataires convertibles						
	Autres emprunts obligataires						
	Emprunts auprès d'établissements de crédit						
	Concours bancaires courants	1 006		499		507	101.63
	Emprunts et dettes financières diverses						
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours							
DETTES D'EXPLOITATION							
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	328 430		500 516		172 087	34.38	
Dettes fiscales et sociales	4 569		1 667		2 902	174.10	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	479 100		288 398		190 702	66.12	
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1)	58 401		383 999		325 598	84.79
	TOTAL IV	871 505		1 175 078		303 574	25.83
	Ecart de conversion passif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 280 977		1 569 551		288 574	18.39

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

871 505 1 175 078



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2013 12			Exercice N-1 31/12/2012 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)							
Ventes de marchandises	2 158 688		2 158 688	1 895 423		263 266	13.89
Production vendue de Biens							
Production vendue de Services	47 906		47 906	51 257		3 351	6.54
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	2 206 594		2 206 594	1 946 680		259 915	13.35
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation			2 627 963	2 378 048		249 915	10.51
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges							
Autres produits			76 914	75 215		1 699	2.26
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)			4 911 472	4 399 943		511 529	11.63
CHARGES D'EXPLOITATION (2)							
Achats de marchandises			4 121 879	3 560 696		561 183	15.76
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements							
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)							
Autres achats et charges externes *			787 740	839 206		51 465	6.13
Impôts, taxes et versements assimilés							
Salaires et traitements							
Charges sociales							
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements							
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions							
Autres charges			797	54		743	NS
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)			4 910 416	4 399 955		510 461	11.60
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			1 056	12		1 068	NS
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2013	12	31/12/2012	12	Euros	%
PRODUITS FINANCIERS						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)			19 984	19 075	909	4.77
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
TOTAL V			19 984	19 075	909	4.77
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées (4)						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
TOTAL VI						
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)			19 984	19 075	909	4.77
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			21 040	19 063	1 977	10.37
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			24	50	26	52.80
Produits exceptionnels sur opérations en capital			395		395	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
TOTAL VII			419	50	369	737.80
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				1 032	1 032	100.00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			1 947		1 947	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
TOTAL VIII			1 947	1 032	915	88.67
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)			1 528	982	546	55.62
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)			4 512	1 610	2 902	180.25
TOTAL PRODUITS (I+III+V+VII)			4 931 875	4 419 068	512 807	11.60
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)			4 916 875	4 402 597	514 278	11.68
5. BENEFICE (total des produits - total des charges)			15 000	16 471	1 471	8.93

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées



ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(Code du Commerce - Art. R. 123-196 1° et 2°; PCG Art. 531-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général 2005.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général 2005 applicables à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL	9 209		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			
TOTAL	3 207		
Prêts, autres immobilisations financières			
TOTAL	105 982		104 151
TOTAL GENERAL	118 398		104 151

ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			9 209	9 209
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			3 207	3 207
TOTAL			3 207	3 207
Prêts, autres immobilisations financières		95 413	114 720	114 720
TOTAL		95 413	114 720	114 720
TOTAL GENERAL		95 413	127 136	127 136

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	9 209			9 209
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	3 207			3 207
TOTAL	3 207			3 207
TOTAL GENERAL	12 416			12 416

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	113 705	113 705	
Autres immobilisations financières	1 015	1 015	
Autres créances clients	88 714	88 714	
Débiteurs divers	152 171	152 171	
Charges constatées d'avance	40 966	40 966	
TOTAL	396 570	396 570	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	1 006	1 006		
Fournisseurs et comptes rattachés	328 430	328 430		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	57	57		
Impôts sur les bénéfices	4 512	4 512		
Autres dettes	479 100	479 100		
Produits constatés d'avance	58 401	58 401		
TOTAL	871 505	871 505		

Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
Application JMF	9 209	33.33

Evaluation des immobilisations corporelles

(Code du Commerce Art. R 123-196 1°)

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilisation différentes de la structure, ces derniers sont comptabilisés et amortis séparément.

Les immobilisations non décomposables sont amorties en fonction des durées d'usage en application de la mesure de simplification pour les PME.

Les immobilisations décomposables sont amorties comme suit :

- Structure : amortissement en fonction de la durée d'utilité de l'immobilisation prise dans son ensemble,
- Composants : amortissement en fonction de la durée d'utilité.

Aucun composant ayant une durée d'utilisation différente de la structure a été identifié et individualisé.

Evaluation des amortissements

(Code du Commerce Art. R 123-196 2°)

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans

Créances immobilisées

(Code du Commerce Art. R 123-196; PCG Art. 531-2 7°)

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des matières et marchandises

(Code du Commerce Art. R 123-196 4°; PCG Art. 531-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition d'après le dernier prix connu.

Evaluation des créances et des dettes

(Code du Commerce Art. R 123-196)

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

(Code du Commerce Art. R 123-196)

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).



ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

Disponibilités en Euros

(Code du Commerce Art. R 123-196 1° et 2°)

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

(Code du Commerce Art. R 123-196)

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	149 196
Disponibilités	1 409
Total	150 605

Les produits à recevoir se décomposent de la manière suivante :

- Complément de subvention du Syane	11 393 €
- Complément de subvention CG	6 332 €
- Chèques déjeuners	131 427 €
- Divers	44 €

Charges à payer

(Code du Commerce Art. R 123-196)

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 006
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 997
Autres dettes	478 100
Total	487 102

Les autres dettes se ventilent de la manière suivante

- Frais de garde	21 495 €
- Frais de séjour	937 €
- Chèques déjeuners	282 324 €
- Cadhoc	92 082 €
- Reversement de subvention SDIS	18 958 €
- Reversement de subvention SMDEA	582 €
- Reversement de subvention CITIC	7 937 €
- Reversement de subvention CG	53 785 €

ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

Charges et produits constatés d'avance

(Code du Commerce Art. R 123-196)

Charges constatées d'avance		Montant
Charges d'exploitation		40 966
Total		40 966
Produits constatés d'avance		Montant
Produits d'exploitation		58 401
Total		58 401

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation du chiffre d'affaires net

(Code du Commerce Art. R 123-198-4°; PCG Art. 531-2/15)

Répartition par secteur d'activité	Montant
Subvention du Conseil Général	1 639 000
Subvention du Conseil Général : sorties découvertes	21 000
Reversement de subvention du Conseil Général	53 785
Subvention du SDIS	670 960
Reversement du SDIS	18 958
Subvention du Syane	22 890
Complément de subvention du Syane	11 393
Subvention de l'ODAC intégrée au Conseil Général	10 108
Subvention SMDEA	5 250
Reversement de subvention SMDEA	582
Subvention coûts de fonctionnement	70 241
Subvention charges de personnel	250 446
Total	2 627 963

Les charges afférentes au fonctionnement du COS y compris le personnel détaché par le Conseil Général ont fait l'objet d'une comptabilisation en dépense. Le financement correspondant a été enregistré en subvention.